



ENVAHISSEMENT DU CTL DU 21 OCTOBRE 2014...

Dès la lecture de la déclaration liminaire commune à nos trois organisations syndicales, le décor était planté.

IL N'EST PAS QUESTION DE SIEGER DANS CETTE INSTANCE NI DANS SA RECONVOCAION !

L'ordre du jour portant entre autre sur le déménagement de France Domaine, sur l'ARS (adaptation des structures au réseau), étant noyé par l'actualité récente (Travaux sur Sainte Anne, fermeture au public des grands sites du département, pérennisation de l'antenne d'Aix et non respect de l'engagement du DG de recevoir les OS...), a fait qu'une forte délégation d'agents a accompagné les représentants syndicaux pour interpeller la direction.

Les agents et les OS ont acculé la direction, exigeant des réponses précises visant l'annonce du déménagement de France Domaines, mais aussi des travaux envisagés sur le bâtiment B du site de St Anne. En effet, certains services de police devraient très prochainement s'installer au sein des services de la DRFIP.

Malgré des réunions de la commission de revitalisation, malgré les propositions des agents, la direction a décidé de passer en force et de procéder à des déménagements et des réorganisations de services sans tenir compte des conditions de travail des agents du site et de l'impact des travaux de désamiantage ou d'autre nature (poussière, bruit...).

C'EST PAS NOUS !!!

Voici le seul argument de M Pons :

Le maître d'œuvres ? **C'EST PAS NOUS !!!**

Le décideur ? **C'EST PAS NOUS !!!**

Les travaux ? **C'EST PAS NOUS !!!**

Et la sécurité des agents de la DGFIP ? C'est qui ? et les réponses aux inquiétudes des agents ? C'est qui ?

Toutes ces questions restées sans réponses doivent être débattues et soumises au vote de la seule instance compétente, le Comité Hygiène et Sécurité et Conditions de Travail. Une fois de plus, la direction n'a pas respecté les règles obligatoires et préalables à des travaux d'importance en ne présentant pas son projet au CHS CT.

Cette constante attitude d'opacité ne fait qu'entretenir un climat de suspicion et de méfiance de la part d'agents déjà suffisamment malmenés.

M Pons Président du CHS CT a même eu l'outrecuidance de prétendre que chaque fois, qu'il y avait eu déménagement et/ou restructuration, cela se traduisait par une amélioration pour les agents.

Cette réponse a provoqué de très vives réactions des agents présents qui témoignent aujourd'hui de la dégradation de leurs conditions de travail, de la détérioration de l'accueil des usagers, de la difficulté à assurer leurs missions quotidiennes...

Les agents et leurs représentants ont également interpellé la direction sur des questions là encore toujours sans réponse :

- où en est l'audience auprès du Directeur Général sur la question de la pérennisation de l'antenne d'Aix ?
- quel est le devenir des brigades de vérification de St Anne ?
- la fermeture des sites va-t-elle perdurer voire s'étendre dans tous les services et postes?

Devant les questions incessantes des agents, se sentant en difficulté, le directeur a pris prétexte de certains qualificatifs (attitude illogique, incapable d'anticiper...) pour se dire « insulté » et quitter la salle.

Cette attitude fuyante n'est de nature ni à apaiser nos inquiétudes légitimes, ni à apporter des réponses claires et précises.

Nous exigeons l'ouverture d'une véritable commission de revitalisation du site de Sainte Anne, l'arrêt des travaux à venir sur le bâtiment B et la convocation en urgence d'un CHS CT.

Nous exigeons une véritable réflexion sur l'occupation de ce site par les agents de la DRFIP 13.

Nous exigeons que le directeur général honore son engagement de recevoir les organisations syndicales du département sur tous ces problèmes.